

[Text]

a set of defined needs. Limits on the Canada Assistance Plan in those provinces will mean that a greater percentage of the total spending in those provinces will be to meet income needs, which means money will be diverted from preventive kinds of programs, shelters for abused women and children and the kinds of services that respond but are funded out of more discretionary funds. So the funds will be moved from discretionary to statutory spending requirements.

We think the 5 per cent limit at this point on CAP is the first step, and our impression is that the Department of Finance has the intention of moving towards a form of block funding or a broader kind of freeze on spending under the Canada Assistance Plan, perhaps not before the next election, but that is the long-term trend.

When one adds that to the impact on EPF, on health and post-secondary education, it basically means the federal government has a long-term plan of moving out of Canadian social programs. This is dangerous.

I have been spending part of my time recently at Queen's University, School of Policy Studies. I have done research on the impact of globalization and what that has done to the ability of nations to control, or smooth out, in one way or the other, the impact of economic changes within countries. What we are seeing, generally, is that countries, at the national level, are going to find themselves with less and less actual sovereignty. Even now the internationalization of trade has moved, in many cases, beyond the control of individual nations, or even nations acting cooperatively, and it has become, in a sense, privatized. It is being regulated by private financial interests. As this process continues, countries are going to be less and less able to control social conditions.

It is dangerous for Canada to be decentralizing responsibility and influencing social conditions at the same time it is seeing this rapid integration of the economy on a global scale.

Mr. Chairman, you have said that you have little time to consider this bill, but this bill presents the kind of decentralization of the social policy of the country that is absolutely dramatic. I think it is the responsibility of this committee to give that matter full consideration. I would also suggest that the committee consider travelling so that people across the country can present their views.

The decentralization included in this bill is, in my view, certainly as extensive as the decentralization that was included in the Meech Lake Accord. This is going to be an incredibly unpopular bill when the population understands it more fully.

We also recognize the problem with the deficit. That is a problem that has to be dealt with. I do not believe the deficit is there because we put the Canada Pension Plan in place in the 1960s, or because we put the Canada Assistance Plan in place, or medicare. The deficit has little relationship to them. We should look at what we did with the tax policies in the mid-

[Traduction]

série de besoins définis. Si on limite le Régime d'assistance publique du Canada dans ces provinces, ces dernières devront consacrer un pourcentage plus élevé de leurs dépenses totales pour répondre à ces besoins et elles devront aller chercher cet argent dans les fonds consacrés aux programmes de préventions, comme les abris pour les femmes et les enfants victimes de violence et ce genre de services financés à même des fonds plus discrétionnaires. Les fonds utilisés pour les dépenses discrétionnaires le seront alors pour des dépenses législatives.

Nous croyons que la limite de 5 p. 100 imposée pour l'instaurant au Régime d'assistance publique du Canada est la première étape, et nous avons l'impression que le ministère des Finances a l'intention de se diriger vers une forme de financement global ou vers un plus grand gel des dépenses aux termes du Régime d'assistance publique du Canada, peut-être pas avant les prochaines élections, mais à long terme.

Si l'on tient compte des conséquences sur le financement des programmes établis sur l'enseignement postsecondaire et la santé, cela signifie essentiellement qu'à long terme, le gouvernement fédéral a l'intention de se retirer des programmes sociaux canadiens. Cela est dangereux.

Dernièrement, j'ai passé pas mal de temps à l'École des études politiques de l'Université Queen's. J'ai fait des recherches sur les conséquences de la globalisation sur la capacité des nations à contrôler ou neutraliser, d'une façon ou d'une autre, les effets des changements économiques au sein même des pays. En général, nous constatons qu'à l'échelle nationale les pays auront de moins en moins de souveraineté. Même à l'heure actuelle, l'internationalisation du commerce échappe dans de nombreux cas au contrôle des nations, qu'elles agissent seules ou de concert, et le commerce a été dans un certain sens privatisé. Il est réglementé par des intérêts financiers privés. Au fur et à mesure que cette tendance se poursuivra, les pays seront de moins en moins en mesure de contrôler leurs conditions sociales.

Il est dangereux pour le Canada de décentraliser la responsabilité et d'influencer les conditions sociales alors que l'on assiste à cette intégration rapide de l'économie à l'échelle planétaire.

Monsieur le président, vous avez dit que vous avez très peu de temps pour étudier ce projet de loi. Mais le projet de loi à l'étude aura pour conséquence une décentralisation de la politique sociale du pays qui sera absolument dramatique. J'estime que votre comité a la responsabilité d'examiner le projet de loi dans les détails. Je dirais même que le comité devrait envisager de se déplacer dans tout le Canada pour donner aux gens l'occasion de présenter leur point de vue.

La décentralisation prévue dans le projet de loi à l'étude est à mon avis aussi importante que celle qui était prévue dans l'Accord du lac Meech. Le projet de loi sera extrêmement impopulaire lorsque la population le comprendra mieux.

Nous reconnaissons également le problème du déficit. C'est un problème auquel il faut s'attaquer. Je ne crois pas que le déficit existe parce que nous avons introduit le Régime de pensions du Canada dans les années 60, ou parce que nous avons mis en place le Régime d'assistance publique du Canada ou le Régime d'assurance-santé. Le déficit a très peu de rapport